



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 21–25 mai 2022

En bref

Le peso mexicain (MXN), surévalué de 6,7% face à l'USD. Le MXN a été la devise la plus performante des marchés émergents depuis le début de la pandémie et ce même si la croissance du Mexique a été faible et que l'incertitude politique reste élevée. Du 1^{er} avril 2020 au 20 mai 2022, le MXN a connu une appréciation de 22,03 %, suivi du rand sud-africain à +15,07 % et de la roupie indonésienne à +12,27 %. La force et la stabilité du MXN ont été largement alimentées par trois facteurs économiques : un faible déficit de la balance courante (-0,4 % du PIB) ; un excédent de la balance primaire (+0,3 % du PIB) et un taux directeur réel élevé (écart de 400 points de base en termes réels avec la Fed contre une moyenne de 270 points de base depuis 2001). Alors qu'il se situe à 19,83 MXN face à l'USD au 25 mai 2022, les analystes du Bank of America anticipent une faible dépréciation d'ici la fin de l'année à 21 MXN/USD en raison d'une surévaluation de 6,7% calculée par rapport à une juste valeur de 21,2 MXN. Cela fait du MXN la seule monnaie des marchés émergents qui est actuellement surévaluée, à l'exception du peso argentin.

LE CHIFFRE À RETENIR

6,7%

Surévaluation du MXN face à l'USD

Zoom sur l'Union douanière du Triangle nord

Avancées dans l'Union douanière du Triangle nord. El Salvador a annoncé son accord pour incorporer quatre postes frontières avec le Guatemala et deux avec le Honduras au système régional d'union douanière. Les premiers postes mutualisés et intégrés devraient être terminés pour le premier trimestre 2023. L'intégration d'El Salvador à l'union douanière avait débuté en 2017 mais avait connu un coup d'arrêt quand le nouveau Président Bukele avait décidé de réviser les termes de l'accord. Le Guatemala et le Honduras ont quant à eux progressé dans l'intégration commerciale. Selon la SIECA (organisme régional d'intégration économique), les avancées dans les démarches administratives et douanières entre les deux pays ont permis de réduire de plusieurs jours à moins d'une heure le passage de frontière des marchandises. Les trois pays du triangle nord représentent 70% du commerce intra régional

centroaméricain. L'intégration d'El Salvador permettra une augmentation de 15 à 25% des échanges de biens entre les trois pays.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 24 mai, le Mexique enregistrait 324 768 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,05% en une semaine. 5759 773 cas confirmés ont été enregistrés (+0,13% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

La dette publique extérieure a augmenté de 17,9 Mds USD depuis 2018. Celle-ci atteint 113,6 Mds USD, notamment en raison des émissions pour faire face à la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19. La hausse des taux sur les marchés en raison du resserrement de la politique monétaire pourrait entraîner une hausse du service de la dette publique extérieure. La dette publique extérieure représentait fin 2021 10% du PIB mexicain, un niveau jugé satisfaisant.

3 ECONOMIE

L'activité économique connaît un rebond de 0,34% en mars. L'activité économique au Mexique a connu un rebond au cours du mois de mars 2022, soutenue par les secteurs primaire et secondaire, selon les données de l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi). Ainsi, l'indicateur global de l'activité économique (IGAE) a progressé de 0,34 % g.m en mars de cette année. Ce résultat fait suite à un recul de 0,06% g.m en février, une progression de

0,42% g.m en janvier et une hausse de 0,78% g.m en décembre 2021. Le secteur primaire affiche un fort dynamisme avec une progression de 4,5% g.m en mars 2022, mettant fin à trois mois consécutifs de recul. Le secteur industriel a enregistré une hausse de 0,4 % g.m au cours du troisième mois de l'année, après une baisse de 1,2 % g.m en février (la construction porte notamment la croissance avec une progression de 3,7% g.m, suivie du secteur électrique qui affiche une hausse de 2,3% g.m, contre un recul de 0,6 % g.m pour le secteur minier et de 0,2% g.m pour la manufacture). Dans le même temps, les activités tertiaires ont enregistré un recul de 0,1% g.m, suite à quatre mois de hausse. En rythme annuel, l'IGAE a connu une baisse de 0,3 %. Par grands groupes d'activités, le secteur tertiaire a reculé de 1,5 %, le secteur secondaire a progressé de 2,4 % et les activités primaires de 5,3 %.

Suite à la révision des chiffres, l'économie mexicaine affiche une croissance de 1% au T1 2022. Le PIB mexicain a été révisé légèrement à la hausse (+0,1 pt de pourcentage) au cours du premier trimestre 2022, conformément aux attentes du marché. Par sous-secteur, le PIB du secteur tertiaire a progressé de 1,3% g.t au T1 2022 (contre 1,1% estimé précédemment). Le secteur secondaire affiche quant à lui une hausse de 1,2% au T1 2022 (contre 1,1% estimé précédemment) alors que le secteur primaire enregistre un recul de 2% au T1 2022 (contre 1,9% estimé précédemment). Le PIB mexicain a enregistré une hausse de 1,8% en glissement annuel au cours du T1 2022 (+3% g.a pour l'industrie, +2,1% g.a pour le secteur primaire et +0,9% g.a pour les services).

Le Mexique perd six places dans l'indice de voyage du Forum économique mondial en raison des enjeux sécuritaires. Le Mexique est classé 40^{ème} sur 117 économies dans le nouvel indice du Forum économique mondial (WEF) sur les voyages et le tourisme, une mise à jour de son cadre pour refléter le rôle de la durabilité et de la résilience de l'industrie du tourisme face aux chocs. L'étude bisannuelle, lancée lors de la réunion annuelle du WEF à Davos, compare 117 pays à travers 17 piliers cruciaux pour le développement et la résilience de l'industrie du touristique. Le Mexique atteint la dernière place globale dans le pilier "sûreté et sécurité", la 103^{ème} dans le pilier "durabilité environnementale" et 97^{ème} dans le pilier "climat des affaires". Il s'agit néanmoins du deuxième pays le mieux classé d'Amérique latine, après le Chili (34^{ème} place), grâce à la diversité de ses ressources naturelles (2^{ème} place) et culturelles (5^{ème} place) qui, dans une certaine mesure, contribuent à compenser le poids de l'insécurité.

La pauvreté des travailleurs recule de 3,2% au T1 2022. Malgré la forte hausse de l'inflation (de 7,3% au T1 2022), la pauvreté des travailleurs a baissé de 42% au T1 2021 à 38,8% au T1 2022. Dans son rapport sur l'indice de tendance de la pauvreté et du travail (ITLP), le Coneval souligne que parmi les facteurs expliquant cette diminution figurent une augmentation du revenu réel du travail par habitant de 6,7 %, passant de 2 671 MXN (135 USD) à 2 850 MXN (144 USD), ainsi qu'à une augmentation du nombre de personnes employées (+3,1 M de travailleurs). Par ailleurs, le nombre de travailleurs pauvres a connu une baisse plus importante dans les zones urbaines, passant de 38,5 % à 34,7 %, que dans les zones rurales (de 53,3 % à 51,9 %). Le recul dans les chiffres des travailleurs pauvres a été observé dans 21 des 32 États. Les trois premiers États en termes de diminution du pourcentage de travailleurs pauvres sont la Basse Californie avec 4,6 pts de pourcentage, le Chiapas avec 4

pts de pourcentage et le Nayarit avec 3,8 pts de pourcentage.

Le rythme de l'inflation ralentit à 7,58 % au cours de la première quinzaine de mai 2022. Selon l'Inegi, l'IPC a enregistré son niveau le plus bas depuis la première quinzaine de mars dernier, lorsqu'il se situait à 7,29 %, en recul par rapport au chiffre d'avril (7,65%). Ainsi, l'inflation se situe en dehors de la fourchette cible fixée par la Banque du Mexique (3 +/- 1 %) depuis 29 quinzaines consécutives. Cependant, l'inflation sous-jacente continue à grimper et se situe désormais à 7,24%. Sur une base désagrégée, les prix des produits agricoles ont affiché une hausse de 12,67% (notamment l'avocat +13,38% et les tomates +7,92%), tandis que ceux de l'énergie ont enregistré une progression de 5,46 %. Au contraire, les produits qui ont enregistré les plus fortes baisses dans leurs prix sont l'électricité (-20,36 %, en raison de l'intervention du gouvernement), les citrons (-24,62 %) et les oignons (11,42 %).

Le marché du travail mexicain freine sa reprise au premier trimestre 2022. Selon l'enquête nationale sur le travail et l'emploi, la population occupée a diminué de 532 88 personnes au T1 2022 par rapport au trimestre précédent, sa première baisse après trois trimestres consécutifs d'augmentation. Ainsi, la population active occupée a totalisé 56,1 M de personnes au cours de la période. Par secteur, l'agriculture, l'élevage, la sylviculture, la chasse et la pêche ont été le principal frein avec une baisse de 325 709 personnes occupées, suivis du commerce avec 180 369 personnes, des restaurants et services d'hébergement avec 73 58 postes. La population économiquement active (PEA) du pays était de 58,1 M de personnes, soit 676 479 de moins qu'au quatrième trimestre 2021. La population au chômage était de 2 M de personnes, soit un taux de chômage de 3,5% de la population économiquement active. Le rapport indique

qu'au premier trimestre 2022 le secteur informel représente 55,2% de la population active (31 M de personnes), soit une diminution de 633 084 personnes par rapport au trimestre précédent.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRAT

Les rachats et les restructurations portent les IDE à des niveaux records. La fusion Televisa-Univision et la restructuration d'Aeromexico ont stimulé les entrées d'investissements directs à l'étranger (IDE) au premier trimestre 2022, pour atteindre 19,4 Mds USD, soit une hausse de 63,7% g.a. Les rachats et restructurations des deux opérations ont apporté ensemble 6,9 Mds USD, soit 35,3 % du total des IDE reçus par le Mexique au cours de la période. Toutefois même sans ces deux opérations, les IDE enregistrent une hausse de 5,8% g.a à 12,5 Mds USD. 47,7 % des investissements ont été classés comme réinvestissement de bénéfices, 45,4 % comme nouveaux investissements et les 7,1 % restants comme des règlements interentreprises. Par activité économique, 24,2 % des capitaux étrangers sont entrés dans le secteur manufacturier, suivi par les télécommunications (19,4 %), les services financiers et d'assurance (17,2), les transports (15,3), la construction (7,3) et les mines (5,8). Les États-Unis restent le principal investisseur au Mexique, avec 39,1 % des investissements étrangers, suivis par l'Espagne (10,8 %), le Canada (7,1%), la France (3,4%), l'Argentine (3,2%) et le Royaume-Uni (3%).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 24/05/2021
Bourse (IPC)	+1,80%	+5,07%	51 304,04 points

Taux de change USD/MXN	-0,40%	-0,33%	19,84
Taux de change EUR/ MXN	+1%	-13,21%	21,30
Prix du baril mexicain	+0,35%	+71,32%	108,18

Amérique centrale

1. Costa Rica

Rodrigo Chaves annonce une baisse des prix des carburants. L'usage d'une nouvelle méthodologie pour définir le prix des carburants puis la suspension de la norme « Euro Seis » qui augmente le prix de l'essence, sont deux mesures proposées par le Président costaricien afin de répondre à la crise pétrolière mondiale. Par ailleurs, le gouvernement analysera la pertinence d'un prêt auprès de la BCIE afin de subventionner les transports publics. L'idée du Gouvernement est de baisser de plus de 50 centimes le coût du litre de diesel et du litre d'essence super.

Raréfaction des réserves internationales du Costa Rica. Le Gouvernement Chaves accuse l'ancien Gouvernement d'avoir utilisé de manière abondante les réserves de dollars du pays : 2,3 Mds USD aurait été utilisé afin de soutenir artificiellement le taux de change. Aujourd'hui, le Costa Rica se trouve dans une situation monétaire difficile avec un taux de change élevé et une raréfaction de ses réserves monétaires. Néanmoins, Chaves souligne que le Costa Rica pourra compter sur ses IDE et son secteur du tourisme attractif afin de renflouer ses réserves internationales. Rappelons également qu'un projet de loi est actuellement en lecture à l'Assemblée Nationale, relatif à un financement

extérieur via l'émission « d'eurobonos » d'une valeur de 6 Mds USD sur une période de 4 ans.

2. El Salvador

Début des opérations pour la plus grande usine de production d'électricité du pays. Cette usine de gaz naturel opérée par *Energía del Pacífico* représente le plus grand investissement privé étranger du pays, pour plus de 1 Md USD. Le projet a pu compter sur des financements finlandais, allemands, de l'OPIIC (prédécesseur de la DFC américaine) et de la Banque mondiale. L'usine aura une capacité de production de 380 MW et opérera pendant 20 ans. Cette annonce intervient alors que 10% de la région centroaméricaine a été plongée dans le noir dans la nuit de jeudi dernier suite à une défaillance d'une station électrique à Acajutla, localité de la nouvelle usine. Des experts alertent sur la vétusté du système de transmission qui pourrait ne pas supporter l'augmentation de la production.

3. Guatemala

Accord de reconnaissance douanier entre les Services de l'administration fiscale (SAT) au Guatemala et les autorités douanières de dix pays. Cet accord permettra une facilitation des démarches administratives et de reconnaissances des entités exportatrices entre les pays. Cet accord s'inscrit dans la volonté de la SAT guatémaltèque d'améliorer ses processus douaniers dans le cadre du processus d'amélioration des pratiques de l'Organisation mondiale des douanes. Cet accord a été signé avec l'Argentine, le Chili, le Brésil, la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay.

L'industrie de l'huile de palme a apporté 1,4 Md USD (1,6% du PIB) au pays en 2021. Le pays a produit près de 1000 tonnes d'huile de palme dont 79% étaient destinées à l'exportation. Le Guatemala est devenu le sixième pays

producteur au monde, pour une participation de 1,25%, et second en Amérique latine grâce notamment à ses terres fertiles qui lui ont permis la meilleure productivité au niveau mondial. 60% de la production du pays possède des certifications RSE internationales selon la directrice du syndicat du secteur. L'huile de palme est devenu le premier produit d'exportation à destination de l'Europe et du Mexique en 2021 et le troisième produit d'exportation au niveau mondial avec 715 MUSD, en hausse de 51%.

4. Honduras

Le Honduras, 2e pays le plus pauvre du continent derrière Haïti. Une étude de la Banque mondiale précise que le revenu annuel moyen par habitant atteint 2 340 USD en 2020 et qu'un Hondurien sur six vit sous le seuil de pauvreté de 1,9 dollar par jour. L'étude souligne par ailleurs que la croissance annuelle du revenu par habitant n'a atteint que 1,2% en moyenne depuis 1960. La Banque mondiale explique cette situation préoccupante par une instabilité politique chronique, un taux de criminalité élevé, une forte dépendance au secteur primaire et une grande vulnérabilité aux chocs extérieurs notamment climatiques. Face à la relative inaction publique historique, le rapport voit le secteur privé comme principal facteur d'amélioration de développement social.

La Banque centrale va libérer 1 Md USD (soit 12% des réserves nettes) pour des projets d'investissements publics. La Présidence a justifié ce choix pour éviter d'avoir recours à la dette alors que l'EMBI atteignait 7,38% à mi-mai. Certains économistes ont averti que ces ressources allaient augmenter l'inflation, déjà hors de la fourchette de la Banque centrale, si les ressources n'étaient pas utilisées pour des projets d'infrastructures. De plus ces sorties de capitaux risquent de dévaluer le lempira.

5. Nicaragua

Le déficit commercial atteint 423,8 MUSD sur le premier trimestre 2022, son niveau le plus élevé sur la période depuis la crise de 2018. Les importations ont atteint 2,4 Mds USD (+37%), portées principalement par les importations des zones franches (+43% à 729 MUSD). La hausse de la facture pétrolière (+70%), des biens intermédiaires (+37%) et des biens de consommation (+27%) ont été les principaux facteurs de la dégradation de la balance commerciale. Les exportations ont quant à elles augmenté de 20% sur la période pour atteindre 2 Mds USD. Les exportations des zones franches ont atteint 973 MUSD en hausse de 26%.

6. Panama

Bloomberg New Economy Gateway, une vitrine pour les investissements étrangers au Panama. Lors de sa venue au forum régional de Bloomberg à Panama, Mauricio Claver Carone, Président de la BID, n'a pas manqué de rappeler le potentiel de Panama en tant que pays attractif pour les IDE, d'autant plus dans un contexte de déstabilisation économique mondiale, faisant notamment référence à l'interruption des chaînes de valeur en Chine puis à l'invasion de l'Ukraine. Selon le patron de la BID, Panama peut profiter de cette déstabilisation, se présentant ainsi comme le pays favorable à une régionalisation des chaînes de production, attirant ainsi des entreprises souhaitant se rapprocher des marchés de consommation. Par ailleurs Stanley Motta, également présent lors du forum, souligne la stabilité politique dont jouit Panama, ce qui en plus de ses atouts économiques, lui donne un avantage régional considérable. Ce forum a aussi été l'occasion d'annoncer deux projets d'investissements étrangers, l'un de la part de l'entreprise SGP Bioenergy, qui développera à Panama, un centre de production et fourniture de biocombustible pour l'aviation (7 Mds USD d'investissements), et l'autre de la part du groupe Notarc Management, qui construira un nouveau terminal à conteneurs à Colon (1,2 Mds USD d'investissement). La partie développement et gestion du port sera à la

charge de Terminal Investment Limited, affilié à l'armateur italien MSC.

Flambée des prix des combustibles, le secteur privé demande au Gouvernement d'agir. Alors que le prix du gallon de l'essence dépasse les 5 USD pour la première fois depuis 10 ans, le Gouvernement panaméen ne propose toujours pas de mesure généralisée afin de pallier cette montée des prix, selon le secteur privé. L'augmentation du prix des carburants pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur l'investissement des entreprises, si bien qu'une réponse gouvernementale se fait tarder. Pour le moment, seul le secteur des transports de marchandises et personnes s'est vu gelé le prix des combustibles à 3,95 USD le gallon, et ce, pendant 3 mois. Néanmoins, si l'on compare aux autres Etats de la région, la réponse panaméenne à la hausse des prix des carburants semble faible. Beaucoup de pays ont par exemple suspendu pour un temps les taxes sur les carburants. Aujourd'hui, le Salvador est l'un des pays pour lequel les prix des carburants sont les plus faibles de la région.

La loi relative aux crypto-monnaies interroge les économistes. L'économiste Ernesto Bazan nous fait part de sa préoccupation quant à la loi relative aux crypto-monnaies, soulignant notamment ses nombreuses inconsistances légales et ses problèmes de structuration. La loi en question ne donne par exemple pas assez de facultés à la Superintendance des Banques pour octroyer ou retirer la licence des entités émettrices de monnaie digitale. Le rôle de la SBP en tant que filtre et gardien de la transparence financière n'est pas pleinement consacré par cette loi. Rappelons que le GAFI recommande de mener des contrôles préventifs, contrôles qui ne sont pas prévus à l'heure actuelle par la loi relative aux crypto-monnaies.

Aguadulce, nouvelle zone économique spéciale. Le Président Cortizo a promulgué ce weekend la loi relative à la création de la zone économique d'Aguadulce. Cette nouvelle zone économique sera le terrain d'opérations de transactions et d'activités commerciales, industrielles,

logistiques et touristiques, et permettra ainsi aux provinces du centre du pays, de participer à l'économie panaméenne, et de rejoindre le commerce mondial. Par ailleurs, cette même loi crée un terminal portuaire multi-usages, qui accompagnera, en tant que plateforme logistique, les flux commerciaux de la province. Cette nouvelle zone rejoint alors le régime des zones économiques spéciales de Panama Pacífico, Zona libre de Colon ainsi que Ciudad del Saber.

Caraïbes

1. Cuba

Cuba signe un accord avec des entreprises étrangères pour l'exploitation minière. L'entreprise cubaine Minera de Occidente a signé un contrat avec l'entreprise mixte Winperas pour la fourniture de 400 tonnes mensuelles de carbonate de calcium, pendant 3 ans. En parallèle, un deuxième contrat a été signé avec une société brésilienne pour la production de 4 000 tonnes annuelles de zéolite. Des autorités du secteur ont également confirmé que d'autres contrats avec des entreprises de République Dominicaine et du Mexique sont à l'étude. Winperas, société mixte fruit de la coopération entre la société espagnole Winkler Panamericana et la société cubaine Prodimac SA, sera en charge de la commercialisation du carbonate de calcium à Cuba, produit qui est pour l'instant importé depuis l'Espagne. Cette opération favorisera la substitution des importations sur ce produit, estimées à près de 4M USD annuels. L'unité Coco Peredo participera à l'extraction pour la partie cubaine. D'une capacité de 90.000 tonnes de produits (de petit et grand format), cette usine est installée dans la mine à ciel ouvert du même nom, située à environ 50 KM de La Havane et cumule un investissement public de plus de 4M de pesos cubains, soit près de 154 000 euros. Le carbonate de calcium est

un produit chimique employé notamment dans la fabrication de ciment et de verre. Après une production de près de 6 Mt annuelles de ciment dans les années 80, le pays produit moins de 1 Mt actuellement. Pareil pour la production de granulats, qui atteint 6 Mt contre 17 Mt dans la même période.

2. République dominicaine

Le ministre de la Présidence, Lisandro Macarrulla, a souligné l'importance de développer le tourisme nautique. Lors de l'événement la Dolce Vita en République dominicaine M. Macarrulla a déclaré que seulement 11 % des bateaux qui naviguent chaque année sur la côte nord du pays peuvent s'arrêter à un point d'amarrage en raison de l'absence de quais de qualité. En plus de créer de nouvelles infrastructures, le gouvernement va devoir former une main-d'œuvre qualifiée dans ces régions.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 24/05/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée (deux doses de vaccin) <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	891 038 <i>Décès : 8 495</i>	81,33%
Cuba	1 105 047 <i>Décès : 8 529</i>	87,94%
Guatemala	857 197 <i>Décès : 17 991</i>	34,56%
Haïti	30 781 <i>Décès : 835</i>	1,13%
Honduras	424 859 <i>Décès : 10 896</i>	54,88%
Jamaïque	135 331 <i>Décès : 3 039</i>	23,50%
Nicaragua	18 491 <i>Décès : 237</i>	71,74%
Panama	835 921 <i>Décès : 8 232</i>	71,72%
El Salvador	162 089 <i>Décès : 4 131</i>	66,27%
République dominicaine	581 647 <i>Décès : 4 377</i>	55,09%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international